



ÉCONOMAT DES ARMÉES
DIRECTION GÉNÉRALE
DIRECTION DES ACHATS

Appel d'offres ouvert
DCE n°2025/0398/EdA-DA

**Fourniture et livraison en liaison froide de plateaux
repas (déjeuner et dîner), à destination de la Maison
d'Arrêt de Saint Pierre sur l'Ile de la Réunion**

Règlement de consultation (RC)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE	3
2.1. Objet de l'accord-cadre à bons de commande	3
2.2. Forme et nature de l'accord-cadre à bons de commande	3
2.3. Durée de l'accord-cadre à bons de commande	3
ARTICLE 3 – CARACTÉRISTIQUES DE LA CONSULTATION	3
3.1. Procédure de passation	3
3.2. Allotissement, montant estimatif annuel, maximum financier et taux d'intermédiation contractuelle	4
3.3. Variante(s)/option(s)/prestation(s) supplémentaire(s) éventuelle(s)	4
ARTICLE 4 – FORMALISME ET MODALITES DE REPONSE	4
4.1. Composition du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)	4
4.2. Modalités de retrait du DCE	4
4.3. Modalités de transmission des renseignements complémentaires sur le DCE	5
4.4. Forme juridique de la candidature	5
4.5. Format des candidatures et des offres	5
4.6. Date limite de réception des offres	6
4.7. Modalités et date limite de remise des échantillons	6
4.8. Visite de site	7
4.9. Durée de validité des offres (DVO)	7
ARTICLE 5 – DOCUMENTS A REMETTRE	7
5.1. Documents à remettre pour la candidature	7
5.2. Documents à remettre pour l'offre	9
5.3. Documents à remettre par le titulaire pressenti (après notification)	10
5.4. Copie de sauvegarde	10
5.5. Conditions de participation	11
ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES	11
6.1. Examen des candidatures	11
6.2. Critères de jugement des offres	12
ARTICLE 7 – DROIT – LANGUE – MONNAIE APPLICABLE	13
7.1. Procédure de recours	13
7.2. Langue de l'accord-cadre à bons de commande	14
7.3. Monnaie applicable	14

ANNEXES :

N°	Intitulé de l'annexe	Nature du document	
1	Modalités de remise des offres sur la PLACE	Ce document renseigne le candidat sur les modalités à suivre afin de remettre les offres sur la PLACE (plateforme des achats de l'Etat).	-
2	Echantillons	Liste des échantillons à remettre (article 4.7 du RC)	-
3	Formulaire de pouvoir		<u>A REMPLIR</u>
4	Références du candidat	Ce document complété correspond à la pièce n°10 à remettre avec la candidature (cf. article 5.1 du RC)	<u>A REMPLIR</u>
5	Capacités techniques du candidat	Ce document complété correspond aux pièces n°7, 8 et 9 à remettre avec la candidature (cf. article 5.1 du RC)	<u>A REMPLIR</u>
6	Attestation de visite		<u>A REMPLIR</u>
7	Situation du candidat vis-à-vis de la Russie		<u>A REMPLIR</u>

ARTICLE 1 – POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur est l'Econamat des Armées (EdA), établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), représenté par son directeur général, dénommé ci-après le « Pouvoir Adjudicateur », sis 26 rue Delizy à PANTIN 93507 CEDEX.

L'EdA agit dans le cadre de la présente procédure pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs (dispositif de l'intermédiation contractuelle, article L2113-2 alinéa 2 du code de la commande publique).

ARTICLE 2 – CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE À BONS DE COMMANDE

2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande a pour objet la fourniture et la livraison en liaison froide de plateaux repas (déjeuner et dîner), à destination de la Maison d'Arrêt de Saint Pierre sur l'Île de la Réunion

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande pour lequel l'EdA, centrale d'achat, agit pour le compte d'un autre Pouvoir Adjudicateur (intermédiation contractuelle).

Les modalités d'exécution de cet accord-cadre à bons de commande sont détaillées dans le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes, ainsi que le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2.2. FORME ET NATURE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande avec un maximum en valeur sur la durée totale d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

2.3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre à bons de commande prend effet à compter de sa notification pour une période ferme de douze (12) mois.

Cette date constitue la date anniversaire de l'accord-cadre à bons de commande.

L'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible pour une période de deux (2) fois douze (12) mois.

A l'issue de cette période de trois (3) ans, l'accord-cadre à bons de commande est tacitement reconductible deux (2) fois six (6) mois.

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

3.1. PROCEDURE DE PASSATION

La procédure utilisée est celle de l'appel d'offres ouvert, établi en suivant les règles détaillées dans le code de la commande publique, en particulier dans les articles R2161-2 et suivants du code la commande publique, applicable par les Pouvoirs Adjudicateurs mentionnés à l'article L1211-1 du code précité.

La présente procédure est soumise au code de la commande publique et relève des accords-cadres à bons de commande, anciennement désignés sous les termes de « marchés à bons de commande ».

3.2. ALLOTISSEMENT, MONTANT ESTIMATIF, MAXIMUM FINANCIER ET TAUX D'INTERMEDIATION CONTRACTUELLE

L'allotissement n'est pas justifié pour cette procédure car il risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.

Désignation du lot	Taux d'IC	Montant estimatif annuel (en € HT) et pour indication uniquement	Montant estimatif (en € HT) sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande (4 ans) et pour indication uniquement	Maximum financier (en € HT) sur la durée totale de l'accord-cadre à bons de commande (4 ans)
Fourniture et la livraison en liaison froide de plateaux repas (déjeuner et dîner), à destination de la Maison d'Arrêt de Saint Pierre sur l'Ile de la Réunion	4,00%	771 517 €	3 086 070 €	9 258 120 €

Le taux d'intermédiation contractuelle est fixé à 4 %.

Des quantités indicatives annuelles sont mentionnées dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement ; elles ne sont nullement un engagement du Pouvoir Adjudicateur.

3.3. VARIANTE(S)/OPTION(S)/PRESTATION(S) SUPPLÉMENTAIRE(S) ÉVENTUELLE(S) (PSE)

Variante(s)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.
Option(s)	Des options sont prévues : deux (2) reconductions tacites de douze (12) mois, suivies de deux (2) reconductions tacites de six (6) mois.
Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)	Elles ne sont pas autorisées au titre de la présente consultation.

ARTICLE 4 – FORMALISME ET MODALITÉS DE RÉPONSE

4.1. COMPOSITION DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Le DCE se compose des éléments suivants :

- le présent règlement de la consultation et ses annexes ;
- l'acte d'engagement et ses annexes ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

4.2. MODALITÉS DE RETRAIT DU DCE

L'ensemble du DCE est disponible gratuitement pour tout candidat par retrait sur le site internet de la PLACE (plate-forme des achats de l'Etat) à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/>

4.3. MODALITES DE TRANSMISSION DES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES SUR LE DCE

Nature de l'information à transmettre	Délai pour transmettre l'information
Les questions complémentaires relatives à la procédure par un candidat sont adressées au Pouvoir Adjudicateur uniquement via le site https://www.marches-publics.gouv.fr . En cas de difficultés avérées de mise en ligne des questions sur place portées à la connaissance du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit d'accepter un envoi à l'adresse électronique suivante : <u>Secretariat.CAO@economat-armees.fr</u>	10 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres
La réponse du Pouvoir Adjudicateur à une question complémentaire d'un candidat uniquement via PLACE	6 jours ouvrés avant la date limite de réception des offres
Les renseignements complémentaires éventuels concernant le cahier des charges communiqués par le Pouvoir Adjudicateur uniquement via PLACE	

4.4. FORME JURIDIQUE DE LA CANDIDATURE

Les groupements d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat. Le pouvoir adjudicateur n'exige pas que le groupement d'opérateurs économiques ait une forme juridique déterminée. La forme est précisée dans la lettre de candidature (solidaire ou conjoint).

4.5. FORMAT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Les candidatures et les offres doivent être communiquées **uniquement** par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr.

Les modalités de remise des offres via le site figurent dans l'annexe 1 au présent règlement de consultation.

La signature électronique n'est pas requise. **Les candidats prennent en compte le temps de téléchargement de leurs réponses sur le site de dématérialisation « LA PLACE »**. En cas de difficulté, ils peuvent consulter la rubrique « aide aux utilisateurs » ou contacter le support au 09.72.37.01.30.

Les annexes à l'acte d'engagement sont IMPÉRATIVEMENT à adresser en 2 exemplaires selon les modalités suivantes :

- ☐ Un exemplaire dûment signé sous format PDF ;
- ☐ Un second exemplaire impérativement sous format Excel.
- ☞ En cas d'incohérence entre ces deux exemplaires, l'exemplaire en format PDF fait foi.

Il est conseillé aux candidats de mettre en ligne leur offre avant le jour limite de remise des offres.

4.6. DATE LIMITE DE RECEPTION DES OFFRES

Les offres doivent être communiquées **uniquement** par voie électronique via le site www.marches-publics.gouv.fr au plus tard :

**Le 22/09/2025 à 17h00 (heure métropole)
soit 19h00 à La Réunion**

***Nota bene : La date limite de réception des plis est la date de réception et non la date d'envoi.
Toute offre parvenue après les dates et heure limites de réception est irrecevable.***

4.7. MODALITES ET DATE LIMITE DE REMISE DES ECHANTILLONS

La livraison des échantillons est impérative pour apprécier la qualité de l'offre. Ils servent à compléter l'évaluation des produits par une dégustation et un examen technique visant à vérifier la qualité des produits proposés. Les échantillons sont représentatifs des produits que le candidat se propose de livrer.

Le niveau de qualité des produits livrés doit être celui des échantillons présentés et retenus. Le candidat retenu s'engage à livrer exclusivement les produits et l'échantillon, à l'exclusion de tout autre produit de substitution.

Les candidats font parvenir les produits demandés (*cf. annexe 2 au RC*).

En cas d'absence d'échantillon ou en cas de non représentativité de l'échantillon par rapport au produit demandé, l'offre n'est pas analysée, et *de facto* rejetée.

Les échantillons doivent être déposés à la date et à l'adresse suivante :

<i>Maison d'Arrêt de Saint Pierre 1, rue de Cayenne 97448 Saint-Pierre Cedex</i>	<i>Date et horaire de livraison des échantillons</i>
---	---

**La date limite de réception des échantillons est la date de réception et non la date d'envoi.
La dégustation a lieu le jour de la réception. En cas de retard dans la livraison, les échantillons ne pouvant être examinés, l'offre du candidat est déclarée non conforme et n'est pas analysée.**

La date et l'horaire de livraison seront communiqués ultérieurement sur PLACE.

Si nécessaire, pour connaître les modalités de livraison précises des échantillons et ainsi organiser la réception, merci de prendre **impérativement** contact avec :

Mme Jacqueline PIECHOCKI
Responsable commerciale La Réunion/Mayotte
Tél : 06 92 21 99 23
Courriel : jacqueline.piechocki@economat-armees.fr

Aux fins d'identification, chaque colis d'échantillons doit contenir un bordereau précisant :

- les références de l'appel d'offres ;
- la raison sociale du candidat ;

- la désignation du (des) produit(s) ;
- le conditionnement de l'échantillon déposé.

L'échantillon ne doit pas faire apparaître le nom de la société ou toutes autres données permettant d'identifier le candidat au moment de la dégustation.

Le candidat fournit une fiche recette détaillant les modalités de mise en œuvre des plats.

Informations complémentaires :

Les candidats prennent à leur charge les frais de transport concernant l'acheminement des échantillons.

Les échantillons ne peuvent donner lieu à paiement.

Les échantillons livrés ne peuvent pas être récupérés par le candidat même en cas de rejet de sa candidature ou de son offre.

4.8. VISITE DE SITE

La visite de site présente un caractère obligatoire. Elle permet aux candidats d'apprécier les contraintes liées aux accès du site.

L'attestation de visite jointe au présent document (annexe 6) est signée contradictoirement par les représentants habilités du candidat et de la formation cliente de l'EdA à l'issue de la visite.

La transmission dans l'offre de l'attestation de visite contresignée conditionne la recevabilité de l'offre. Les soumissionnaires qui n'ont pas rempli cette obligation et renvoyé l'attestation de visite correspondante dûment signée voient leurs offres écartées.

Les soumissionnaires doivent contacter la personne suivante par téléphone afin de planifier la visite :

Béatrice GRAF
Economat MA Saint Pierre
Tél : 0262 96 16 08

La visite peut avoir lieu jusqu'à 7 jours avant la DLRO au plus tard. L'horaire des visites est communiqué ultérieurement par Madame Graf lors de la prise de contact.

Il appartient aux candidats d'apprécier les contraintes d'accès du site.

En aucun cas, ils ne peuvent arguer d'une méconnaissance des lieux pour se soustraire à leurs obligations.

Les questions posées oralement lors de la visite ne sont pas prises en compte. Elles doivent être posées par écrit via la plateforme PLACE au pouvoir adjudicateur conformément à l'article 4.3 du présent document.

4.9. DUREE DE VALIDITE DES OFFRES (DVO)

Les offres sont valables six (6) mois à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 5 – DOCUMENTS À REMETTRE

5.1. DOCUMENTS A REMETTRE POUR LA CANDIDATURE

Conformément à l'article R 2143-4 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la capacité de présenter leur candidature sous forme écrite d'un document unique de marché

européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne en lieu et place des documents mentionnés ci-dessous.

Ce document peut être directement complété en ligne via l'adresse suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Pour plus précisions sur le DUME, merci de se référer aux explications disponibles ici : <http://www.boamp.fr/Espace-acheteurs/Actualites/Le-formulaire-DUME-et-E-DUME>.

S'il ne souhaite pas remettre un DUME, le candidat fournit, conformément à l'article R2143-3 du code de la commande publique, l'ensemble des éléments suivants :

Eléments relatifs à sa situation propre	
1	La lettre de candidature DC1 ou document équivalent comprenant les attestations sur l'honneur prévues ou document équivalent
2	La déclaration du candidat DC2 ou document équivalent ;
3	La copie du (ou des) jugement(s) prononcé(s), s'il est en redressement judiciaire ;
4	Une présentation générale de l'entreprise ou du groupe ;
Eléments financiers	
5	Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures et services, objet de la présente consultation, réalisés au cours des trois derniers exercices ;
6	La déclaration appropriée de banques ou la preuve d'une assurance pour les risques professionnels.
Eléments techniques (annexe 5 au présent document)	
7	Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
8	Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de l'accord-cadre à bons de commande
9	Les agréments et/ou certifications détenus
Références professionnelles (annexe 4 au présent document)	
10	La présentation d'une liste des principales fournitures livrées au cours des trois dernières années, indiquant le montant approximatif, l'année et le destinataire public ou privé.

Tous les documents requérant la signature d'une personne habilitée à engager la responsabilité de l'entreprise doivent être retournés à l'Econamat des Armées par dépôt électronique. Seuls ces derniers font foi.

Ces documents peuvent être obtenus auprès des chambres de commerce et d'industrie (CCI) ou sur le site internet de la direction des affaires juridiques (DAJ) au moyen du lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

- **Cas des entreprises nouvellement créées :**

Quand l'entreprise candidate a été créée depuis moins de trois années, elle fournit les documents financiers et techniques pour la période ayant débuté à sa création jusqu'au dernier exercice clos.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter le candidat ou de résilier l'accord-cadre à bons de commande sans droit à indemnité pour le candidat ou titulaire.

5.2. DOCUMENTS A REMETTRE POUR L'OFFRE

Les documents à remettre sont les suivants :

N°	Documents et modalités à respecter
1	<p>L'acte d'engagement et ses annexes entièrement renseignés, le tout daté et signé par une personne habilitée à engager la société.</p> <p>Les annexes à l'acte d'engagement doivent <u>IMPÉRATIVEMENT</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">• être adressées en 2 exemplaires selon les modalités suivantes :<ul style="list-style-type: none">○ un exemplaire dûment signé sous format PDF ;○ un second exemplaire sous format Excel.En cas d'incohérence entre ces deux exemplaires, la version PDF fait foi ;• être intégralement complétées. Dans le cas contraire, la conformité de l'offre du candidat peut être remise en cause ;• ne pas être modifiées par les candidats (remplacement d'un produit par un autre, suppression de référence, suppression de colonne, etc.). Toute modification de «l'architecture» des documents de la consultation entraîne le rejet de l'offre. <p><u>Concernant l'annexe 2 à l'acte d'engagement relative au plan de menu sur 3 semaines :</u></p> <ul style="list-style-type: none">• si le candidat est capable de respecter le plan de menus détaillé dans cette annexe, il signe et date le document sans modification ;• si le candidat n'est pas en mesure de respecter les menus listés, il a la possibilité de transmettre un autre document détaillant sa proposition de plan de menus sur 3 semaines. Ce document doit être daté et signé.
2	<p>une lettre de sa direction dans laquelle elle s'engage à respecter les recommandations du guide interministériel des recommandations pour la protection de la chaîne alimentaire contre les risques d'actions malveillantes, criminelles ou terroristes (janvier 2014) https://agriculture.gouv.fr/sites/minagri/files/documents/pdf/guide-2014_140214_V2_cle03f4ef.pdf ;</p> <p><i>Modèle de lettre d'engagement fourni à l'annexe 6 à l'acte d'engagement</i></p>
3	<p>Concernant la sécurité sanitaire :</p> <ul style="list-style-type: none">• le plan d'autocontrôle microbiologique des plats demandés en échantillons (annexe 2 du RC) ;• un document présentant la méthode de gestion du candidat relative à la présence de métaux lourds dans les poissons type marlin ;• l'annexe 5 à l'acte d'engagement dûment complétée.
4	<ul style="list-style-type: none">• L'atteste de visite de la maison d'arrêt de Saint-Pierre (Annexe 6 du RC)

5.3. DOCUMENTS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE PRESENTI (APRES NOTIFICATION)

Le titulaire pressenti doit fournir préalablement à la notification de l'accord-cadre à bons de commande considéré, et ceci dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- Une copie des certificats fiscaux et sociaux à jour du dernier exercice comptable clos ;
- Une déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé NOTII accompagnée des documents qui y sont demandés.

À défaut de fournir les documents précités, l'accord-cadre à bons de commande peut être attribué au concurrent dont l'offre est classée immédiatement après et ayant transmis les documents demandés.

Le candidat pressenti fera par ailleurs l'objet d'un examen de conformité sur la base des critères prévus par la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique dite « loi Sapin 2 ».

Sécurité sanitaire et sûreté des aliments

Le titulaire pressenti doit fournir à compter de la notification de l'accord-cadre à bons de commande considéré, et ceci dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur :

- *Le tableau reprenant la liste des certifications distributeur et fabricant du produit avec les dates d'échéances ;
- *Le tableau des allergènes et des valeurs nutritionnelles par produit ;
- *Les éléments de conformité de l'emballage ;
- *Le plan de contrôle analytique produit fini ;
- *Le rapport d'analyse par produit ;
- *Le plan de continuité d'activité.

Cette liste est non-exhaustive.

Un candidat étranger produit les documents équivalents prévus par la législation en vigueur dans son pays, accompagnés d'une traduction de courtoisie en langue française.

En cas d'inexactitude des renseignements fournis, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'écarter le candidat ou de résilier l'accord-cadre à bons de commande considéré sans droit à indemnité pour le candidat ou titulaire.

5.4. COPIE DE SAUVEGARDE

Une copie de sauvegarde peut être envoyée dans les conditions fixées par l'article 2 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

La copie de sauvegarde doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible : « copie de sauvegarde », le numéro et l'intitulé de la consultation et le nom du candidat auxquels elle se rapporte.

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique électronique ou sur support papier doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, à l'adresse suivante :

ECONOMAT DES ARMÉES

Direction des achats
Cellule d'appui 26 rue Delizy
93507 PANTIN CEDEX

(1^{er} étage, bureau n°A205 – Tél. : 01.49.42.64.54 ou 55)

La copie de sauvegarde peut être transmise par voie dématérialisée conformément à l'article R2132-11 du code de la commande publique. Celle-ci doit être adressée à :

Secretariat.cao@economat-armees.fr

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que lorsque l'EdA a détecté un programme informatique malveillant dans les candidatures et les offres transmises par voie électronique ou que ces dernières ne sont pas parvenues à l'EdA dans les délais de dépôt des candidatures et des offres malgré un envoi effectué dans ces délais. Dans ce cas, seule cette copie de sauvegarde fait foi.

5.5. CONDITIONS DE PARTICIPATION

✓ **Candidature**

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut demander aux soumissionnaires concernés de produire ou de compléter leur dossier de candidature dans un délai identique pour tous et qu'il a préalablement fixé.

Si un soumissionnaire se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participer fixées dans la présente procédure, ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable et le soumissionnaire est éliminé.

Lorsque la vérification des candidatures intervient après la sélection des soumissionnaires ou le classement des offres, le soumissionnaire dont la candidature ou l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires. En tant que de besoin, cette procédure peut être reproduite tant qu'il subsiste des candidatures recevables ou des offres qui n'ont pas été écartées au motif qu'elles sont irrecevables.

✓ **Offre**

La présence de l'ensemble des documents demandés est indispensable à l'analyse de l'offre. L'acte d'engagement, ses annexes et les documents exigés à l'appui de l'offre sont impératifs ; s'ils sont absents ou incomplets, l'offre est déclarée irrégulière. Néanmoins, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander au(x) soumissionnaire(s) concerné(s) de régulariser l'offre/les offres irrégulière(s), dans un délai approprié et identique pour tous et qu'il a préalablement fixé.

S'agissant des autres documents, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réclamer au soumissionnaire les informations ou documents manquants. La demande n'est pas réitérée et le soumissionnaire qui ne fournit pas la pièce réclamée ou les informations dans le délai fixé par le pouvoir adjudicateur pourrait voir son offre déclarée irrecevable.

ARTICLE 6 – EXAMEN DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

6.1. CRITÈRES D'ANALYSE DES CANDIDATURES

L'examen des candidatures se fait conformément au code de la commande publique.

Les candidatures sont examinées au regard des éléments demandés à l'article 5.1 du présent RC.

L'examen des candidatures porte sur les capacités économiques, financières, techniques et les références professionnelles.

Pour justifier ses capacités financières et techniques et ses références professionnelles, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient prises en compte celles d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce(s) opérateur(s) économique(s) et du fait qu'il en disposera pour l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Si le candidat est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité financière, l'un des renseignements ou documents demandés, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Agrément communautaire : les denrées animales ou d'origine animale doivent être issues d'établissements agréés pour la mise sur le marché communautaire. Le candidat doit communiquer son agrément communautaire en cours de validité ou, le cas échéant, sa dispense d'agrément répondant aux conditions requises, sous peine de voir sa candidature rejetée. Les agréments communautaires des fournisseurs du titulaire peuvent lui être demandés en cours d'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

6.2. CRITÈRES DE JUGEMENT DES OFFRES

L'examen des offres se fait conformément au code de la commande publique.

Conditions impératives cumulatives sous peine d'offre non examinée (non recevable) :

L'offre des candidats doit impérativement respecter les conditions suivantes :

- Le prix proposé par le candidat ne doit pas dépasser le prix plafond fixé par l'EdA dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement ;
- le candidat doit fournir l'attestation de visite de site signée par la formation cliente de l'EdA ;
- les DLC restantes à la livraison des produits doivent être supérieures à 4 jours calendaires ;
- le candidat doit être en mesure de livrer la formation cliente 3 fois par semaine (lundi, mercredi et vendredi) avant 8h30 ;
- le candidat doit remettre l'ensemble des échantillons demandés en annexe 2 au règlement de la consultation dans les délais indiqués à l'article 4.7 ;
- le candidat doit être en mesure de démarrer les prestations avec un préavis initial de 6 jours calendaires (*ex : le 26 décembre pour un démarrage au 1^{er} janvier*).

Après élimination des offres irrégulières, inacceptables et inappropriées, le pouvoir adjudicateur procède à l'analyse et au classement des offres conformes.

Critère de jugement des offres jugées conformes

Les critères, sous-critères, ainsi que la pondération des points sont mentionnés ci-dessous :

CRITERE 1: PRIX DES PRODUITS – 40 POINTS

Les candidats doivent indiquer leurs prix à l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix, en euros Hors TVA, tiennent compte de toutes les sujétions et conditions d'exécution nécessaires et comprennent, outre les charges fiscales frappant obligatoirement la prestation :

- l'ensemble des dépenses nécessaires à la fourniture des produits ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement les produits ;
- le bénéfice des aides, tel que le Programme d'Options Spécifiques à l'Éloignement et à l'Insularité des Départements français d'Outre-Mer (POSEIDOM) ou équivalent ;
- le conditionnement, l'emballage et les frais divers ;
- la livraison ;
- l'octroi de mer ;
- la rémunération de l'EdA au titre de l'intermédiation contractuelle fixée à 4% (indiqué dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement).
- l'éco-contribution REP emballages de la restauration

CRITERE 2 : QUALITÉ DE L'OFFRE – 55 POINTS

Sous-critère 1 : Qualité technique – 35 points

Le sous-critère 1 « qualité technique » prend notamment en compte :

- le plan des menus sur trois semaines ;
- l'analyse organoleptique des échantillons ;
- les régimes spéciaux proposés par le candidat.
- l'utilisation de produits dit Egalim

Sous-critère 2 : Conditions logistiques et d'exécution – 20 points

Le sous-critère 2 « conditions logistiques et d'exécution » concerne :

- les quantités minimales pour les livraisons de régimes spécifiques ;
- le délai nécessaire au candidat entre la confirmation des effectifs et du contenu des repas (nombre de régimes spécifiques) et la livraison.

CRITERE 3 : ACHATS RESPONSABLES – 5 POINTS

Sous-critère 1 : Mesures sociétales – 1,5 points

Sous-critère 2 : Mesures environnementales -2 points

Sous-critère 3 : Autres mesures : les déplacements – 1,5 points

Les démarches correspondantes à chaque sous-critère du critère n° 3 relatif aux achats responsables sont listées dans l'annexe 4 à l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 – DROIT – LANGUE ET MONNAIE APPLICABLES

7.1. PROCÉDURES DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Montreuil sis 7 rue du Puig – 93558 MONTREUIL

Tel : 01 49 20 20 00

Fax : 01.49 20 20 99

E-mail : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

URL: <http://montreuil.tribunal-administratif.fr>

Il s'agit également du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction des recours.

7.2. LANGUE DE L'ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

Le français est la seule langue qui régit l'intégralité de l'accord-cadre à bons de commande.

Pour les fiches techniques, une autre langue de l'Union européenne est autorisée à la condition expresse qu'une traduction de courtoisie exhaustive soit fournie.

7.3. MONNAIE APPLICABLE

L'euro est la monnaie applicable.